



Jeunesse militante et radicalisation de l'engagement politique. Émotions et contestation étudiante au Chili

Angelo Montoni Rios

Chercheur associé au Centre d'études des mouvements sociaux (CEMS-EHESS)
Ingénieur de recherche Idex Université Grenoble Alpes
angelomontoni@gmail.com

Résumé

Partant d'une enquête ethnographique réalisée durant le processus de contestation étudiante des années 2011 et 2012 à Santiago du Chili, cet article invite à s'interroger sur le rôle des émotions dans l'engagement et la radicalisation politique des jeunes issus de quartiers populaires. L'argument proposé indique que le passage vers des actions à risque dans un parcours d'engagement militant se trouve étroitement lié aux dynamiques émotionnelles qui se présentent chez chaque acteur. Nous souhaitons donc comprendre comment se construit et s'organise cette dynamique émotionnelle, la manière dont elle se déploie, disparaît ou se transforme au cours d'un processus de contestation.

Mots-clés : émotions, jeunesse populaire, engagement, radicalisation politique, violence politique

Youth activism and the radicalization of political engagement. Emotions and student protest in Chile**Abstract**

Based on an ethnographic study carried out during the 2011 and 2012 student protests in Santiago de Chile, this article focuses on the role of emotions in the political engagement and radicalization of young people from working-class neighbourhoods. We argue that the adoption of riskier tactics by youth activists during their engagement is closely tied to the emotional dynamics of individual actors. We therefore seek to understand how these emotional dynamics are constructed and organized, as well as how they are deployed, eliminated or transformed over the life of a protest movement.

Keywords: emotions, working-class youth, engagement, political radicalization, political violence

Pour citer cet article : Montoni Rios, A. (2017). Jeunesse militante et radicalisation de l'engagement politique. Émotions et contestation étudiante au Chili. *Revue Jeunes et Société*, 2 (1), 100-117. <http://rjs.inrs.ca/index.php/rjs/article/view/96-57>

Introduction

À partir des années 1980, sous la dictature militaire d'Augusto Pinochet (1973-1989), le gouvernement chilien met en place une série de politiques économiques néolibérales. Ces mesures s'imposent dans tous les aspects de la vie sociale chilienne (Han, 2012). La régulation par le marché envahit ainsi le système de santé, le logement, le Code du travail, le système de retraite et surtout le système éducatif (Ruiz Encina, 2013). La privatisation progressive de l'éducation publique de base et la financiarisation de l'enseignement supérieur (Solomon, 2010), avec la mise en place en 2005 d'un système complexe de prêts universitaires gérés par la banque privée (CAE¹), consolident le modèle néolibéral en éducation. Ce système produit l'endettement massif des étudiants et de leurs familles (Rifo, 2013) et fait de l'éducation un produit de consommation². La contestation de ces mesures se fonde sur une importante mobilisation sociale conduite principalement par les lycéennes et les lycéens, les étudiantes et les étudiants.

Une analyse en termes de politique contestataire de cette mobilisation (McAdam, Tarrow et Tilly, 2001; Mathieu, 2004) fait ressortir deux épisodes essentiels : les mouvements étudiants de 2006 et de 2011. Ils instaurent une série de mécanismes qui deviennent distinctifs du processus de mobilisation chilien actuel, des rassemblements de rue, des assemblées (Urzúa et Martínez, 2015, p. 41) et des tactiques transgressives – disruptives ou violentes (Aguilera Ruiz, 2012; Medel Sierralta et Somma González, 2016). C'est essentiellement le mouvement étudiant de l'année 2011 qui instaure des répertoires d'action collective (Tilly, 1984) représentatifs de ces mécanismes : la désobéissance civile, la démocratie directe, les défilés massifs, les occupations de lieux publics et les actions de violence politique. Ces épisodes s'inscrivent au sein d'une dynamique de transnationalisation de mouvements sociaux (Siméant, 2010) dans laquelle se produit une solidarité entre acteurs non étatiques qui permet la création d'opportunités transnationales de contestation et des affinités structurelles entre différents pays (Giugni, 1998). Ce processus influence, certes, la généralisation et l'homogénéisation de tactiques, stratégies et répertoires d'actions collectives (Ogien et Laugier, 2014).

Dans ce contexte, nous observons un processus de radicalisation – au sens pratique et idéologique – de l'engagement de jeunes étudiants et de lycéens chiliens. Cette radicalisation, entendue comme une pratique illégale en politique et dont l'objectif est de briser l'ordre établi (Collovald et Gaïti, 2006), se manifeste dans le contexte chilien par l'action directe³ de collectifs disposés à recourir à la violence, soit parce qu'ils estiment que les formes conventionnelles d'action sont inefficaces, soit parce que la

¹ *Crédito con Aval del Estado* (CAE) : crédit avec garantie de l'État.

² Actuellement, moins de 25 % du système éducatif est financé par l'État. Le reste est assumé par les familles : 70 % des étudiantes et d'étudiants doivent s'endetter et 65 % d'entre eux interrompent leurs études pour des raisons financières. Cela génère un système lucratif où les banques profitent de cet endettement : 75 % du financement des universités viennent des étudiants eux-mêmes. Ce système oblige à « rembourser quinze ans pour étudier cinq ans », comme le rappellent les slogans utilisés par les jeunes durant les manifestations de 2011.

³ L'action directe se manifeste comme une attitude de confrontation vis-à-vis des institutions de pouvoir. Elle incarne le refus de toute autorité jugé illégitime. Cela implique « une prise en charge collective par les personnes directement concernées par un enjeu et leurs alliés, en dépendant le moins possible de l'intervention d'organisations intermédiaires » (Sarrasin, Kruzynski, Jeppesen et Breton, 2012, p. 148).

répression ne leur laisse d'autres choix que le passage à la violence ou l'autodissolution (Fillieule, 2012, p. 38).

Dans cet article, nous proposons d'identifier le rôle joué par les émotions dans l'engagement à risque (McAdam, 1986) des jeunes issus de quartiers populaires participants aux mobilisations étudiantes. Nous voulons en effet identifier la dynamique émotionnelle (Collins, 2005) qui permet à de jeunes manifestants « typiques » – c'est-à-dire des jeunes qui s'investissent dans un processus revendicatif ponctuel, dont la durée de l'investissement ne s'étend pas au-delà de la vague contestataire et dont les répertoires d'action politique s'encadrent dans la légalité – de passer à un activisme radical, c'est-à-dire à un engagement centré sur des actions à haut risque qui défient l'ordre juridique établi. Notre argument repose sur l'idée qu'un passage vers des actions de plus en plus risquées au sein d'un processus d'engagement militant se trouve étroitement lié aux dynamiques émotionnelles qui se présentent chez chaque acteur engagé.

Pour appuyer cette analyse, nous avons sélectionné des extraits significatifs de récits biographiques tirés de 24 entretiens réalisés entre 2011 et 2012 auprès de jeunes participants à des collectifs d'action directe⁴. Nous avons tenté de compléter leurs réflexions avec des observations de terrain. La sélection des jeunes s'est déroulée en différentes étapes, en commençant par la construction d'une typologie du « jeune activiste radical ». La construction théorique de cette catégorie se nourrit d'un travail d'observation de pratiques et de discussions avec des jeunes participant à des « actions politiques radicales ». En d'autres mots, il s'agit d'actions de désobéissance civile comme les occupations de lieux publics ou privés, les grèves et défilés interdits, les actions de violence physique contre des biens meubles et immeubles publics ou privés lors d'une action contestataire et, en général, toute action politique qui met l'individu qui la réalise hors la loi. Trois critères ont été utilisés dans la sélection des jeunes : 1) leur justification politique de la violence; 2) leur engagement dans une organisation dont au moins l'une des activités est la réalisation d'actions de violence politique planifiées; 3) leur participation à d'autres groupes ou collectifs : propagande, peinture, danse, ou promotion de contre-cultures (végétariens, végétaliens, animalistes, etc.). Parmi les sujets interviewés, on trouve sept lycéens, dix étudiants universitaires, deux étudiants d'institut professionnel, un professionnel travaillant dans la formation, une vendeuse et une habitante du quartier sans occupation. Ils font tous partie d'un même réseau dans lequel s'articulent divers collectifs; ils ne se connaissent donc pas tous entre eux.

Ce travail a d'abord été réalisé dans deux quartiers populaires de la ville de Santiago : Villa Francia et Santa Anita. Le premier quartier, de par son fort engagement contre le régime autoritaire, s'est trouvé au centre de la vie politique chilienne, devenant un symbole de lutte sociale. Il a hébergé, et héberge actuellement, de nombreux groupes politiques radicaux. Le quartier Santa Anita se trouvant à quelques kilomètres de Villa Francia a été fortement influencé par ce dernier. De ce fait, un travail politique et mémoriel est réalisé depuis quelques années attirant plusieurs collectifs de jeunes

⁴ Ces collectifs sont caractérisés, selon la description faite par Fillieule, par leur caractère illégal et la répression qu'ils subissent, leur structure clandestine et recluse et, enfin, par leur relative fermeture par rapport à l'espace légitime des luttes sociales et politiques (Fillieule, 2012).

depuis 2011. L'enquête se poursuit dans le *Barrio Yungay*, un quartier du centre-ville connu pour ses nombreuses maisons « *okupas*⁵ » et qui abritait un nombre important de lycées occupés pendant le mouvement étudiant de 2011. Enfin, nous avons participé à une série de réunions de formation politique au siège de l'association syndicale CGT⁶.

Considérant que l'un de nos objectifs était de resituer l'engagement militant dans la trajectoire sociale, biographique et affective des jeunes des quartiers populaires qui contribuent à alimenter les motifs d'engagement, nous nous sommes orientés vers des méthodes telles que les récits de vie comme source d'information : « il faut partir de l'idée que le militantisme doit aussi être compris comme activité sociale individuelle et dynamique » (Fillieule, 2001, p. 200). Une telle orientation exige, par conséquent, l'intégration de la dimension temporelle dans l'analyse.

Nous identifions ainsi l'activisme comme une carrière au sens interactionniste, où l'analyse de l'engagement consiste à reconstruire une succession de phases, de changements de comportements et de perspectives de l'individu (Becker, 1985, p. 45), lesquels seront associés aux dynamiques émotionnelles vécues par les jeunes acteurs.

Avant de commencer cette analyse, il convient de clarifier deux notions du cadre de référence théorique sur lequel s'appuie ce travail : la jeunesse de quartiers populaires et l'engagement radical.

1. Les jeunes de quartiers populaires et leur engagement politique

Depuis longtemps, les différents courants sociologiques chiliens en lien avec la catégorie des jeunes la caractérisent comme un groupe unifié, ayant des pratiques et des valeurs très homogènes (Olabarria, Benavente et Mellado, 1998). Cela n'est pourtant pas le cas du groupe que nous définissons comme « jeunes issus de milieux populaires ». Il est donc nécessaire de formuler une série de questions concernant ces acteurs : Qui sont ces jeunes ? Qu'entendons-nous par jeune de milieu populaire ? Et comment a été construite cette typologie ?

En effet, lorsque nos sociétés abordent le thème de la jeunesse, elles font référence à plusieurs significations simultanément. Ainsi, la nomination au singulier de la jeunesse n'est pas la plus pertinente, car ses signifiants sont divers et font référence à plusieurs images d'une même expression. Touraine (1997), dans ses travaux sur la jeunesse chilienne, signale que celle-ci n'est pas une catégorie sociale, sinon une « construction culturelle et administrative », une partie de l'image qu'une société a d'elle-même. Pour Touraine, dans les données quantitatives qui sont utilisées pour ébaucher une image de cette jeunesse, se confondent de manière arbitraire des réalités assez diverses qui nous imposent l'image d'un jeune qui est la combinaison irréaliste de nombreux et divers types sociaux. Touraine relève donc deux images principales que la société chilienne a de sa jeunesse : un instrument de modernisation et un élément marginal et dangereux. Ce contraste correspond en partie à l'opposition entre la jeunesse appartenant aux groupes aisés et la jeunesse appelée marginale ou populaire. Cette dernière,

⁵ L'*okupa*, ou squat en français, désigne l'installation dans un lieu pour y habiter sans l'accord du titulaire légal du lieu (Pechu, 2006).

⁶ La Confédération générale de travailleurs du Chili (CGT), fondée en 1931, fédère les différents groupes syndicaux libertaires issus de la Fédération ouvrière régionale du Chili (FORCH) et de l'*Industrial Workers of the World*, section chilienne (IWW), de tendance anarcho-syndicaliste.

majoritairement urbaine, englobe des jeunes sans emploi ou qui survivent grâce à des travaux occasionnels et mal rémunérés. Elle est de plus en plus composée de jeunes très scolarisés sans grandes perspectives d'avenir, issus de quartiers pauvres.

Si à cette image de jeunesse marginale et dangereuse, nous assignons une composante politique en référence à ses actions, lorsque cette jeunesse marginale adhère à des « pratiques politiques conflictuelles », nous nous situons au cœur de l'objet de notre recherche : une jeunesse qui s'identifie et adhère à la notion de « jeunesse populaire ».

Nous sommes conscients que la notion de jeunesse populaire correspond à une catégorie construite, en fonction du contexte, à partir de critères définis par chaque société. Dans le contexte chilien, une première approximation à la notion de groupes populaires nous permet d'affirmer qu'il s'agit d'un groupe d'êtres humains qui possèdent deux caractéristiques génériques : ils vivent dans des conditions de pauvreté, c'est-à-dire qu'ils sont privés de ce que les autres sujets de la même société possèdent et de ce dont ils jouissent⁷. Ils forment également des groupes « dominés » dans un système social donné (Baño, 2004). Cette dernière condition fait référence à une relation sociale de caractère conflictuel qui permet la constitution de « sujets » populaires.

Concernant la relation sociale conflictuelle du sujet populaire, celle-ci se développe sur deux axes : le premier se déploie en termes de domination directe établie par la relation de production capitaliste, « relation objectivement conflictuelle⁸ » ; le second axe est exposé en termes d'exclusion générique du produit social, indépendamment d'une relation de production directe. Le premier axe décrit la relation de classe traditionnelle du système de production capitaliste industrielle. Néanmoins, c'est dans le deuxième axe, fondé sur les rapports sociaux d'exclusion et de mépris, que nous trouvons les bases de la notion actuelle de « jeune populaire », – de même que dans le type d'action politique que ces jeunes expriment. Dans ces actions, on observe un « militantisme à risque » en expansion.

1.1 Les origines d'un engagement militant

Une analyse interactionniste de l'engagement⁹ présente le militantisme comme un processus subjectif qui s'inscrit dans les rapports d'interdépendance de l'individu et de son environnement. Nous pouvons donc considérer l'action de devenir militant comme un processus à la fois affectif et d'adaptation. « Les réactions affectives (associées à l'engagement) s'accompagnent ainsi d'une élévation du potentiel d'activité qui prépare le sujet à rechercher l'action la plus adaptée à ce qu'il perçoit, ou croit percevoir » (Traïni, 2010, p. 337). Dans les récits de vie recueillis, les jeunes militants dévoilent, dans leurs discours, les signes qu'ils perçoivent dans leurs interactions au sein de la structure sociale où ressortent l'injustice, le mépris et diverses formes de violence : violences

⁷ La condition de pauvreté est une condition de carence, mesurée par rapport à une société historiquement située et non en termes absolus. Dans l'actualité, il est difficile de parler des jeunes populaires vivant dans une situation de pauvreté extrême, car ils appartiennent pour la plupart aux couches moyennes, dotées d'un capital scolaire, et parfois social, élevé, mais économiquement précarisées.

⁸ Ce qui correspond à l'analyse marxiste, qui définit la relation capitaliste comme un rapport d'exploitation, donc, objectivement conflictuelle.

⁹ Par engagement militant, on entend toute forme de participation *durable* à une action collective visant la défense ou la promotion d'une cause.

policières (Fassin, 2011; Fillieule, 2012) et violences symboliques. L'activisme radical serait de ce fait la réponse adaptative à la perception que les jeunes ont d'une réalité qui les oppresse :

Je crois que c'est le désespoir qui nous apporte ce système... parce qu'il arrive un moment où l'on dit ça suffit !! de vivre assommés, que tes parents se disputent pour l'argent, pour les factures, que c'est quelque chose que génère tout ce foutu système... que le travail... si ton père est ouvrier, le salaire qu'ils payent à l'ouvrier est miséreux; c'est aberrant ce que gagne un ouvrier et comment il risque sa vie. [...] Tout va générer une violence, en plus ils nous violentent jour après jour, avec les hausses des prix, avec les hausses de l'essence, de la nourriture, avec les taux d'intérêt, c'est une violence constante d'eux, tu vois ? Nous, le minimum que nous pouvons faire c'est de jeter un caillou qui, avec un peu de chance, frappera un guanaco¹⁰. (Entretien réalisé en août 2011 avec Miguel¹¹, 19 ans, jeune activiste d'un mouvement guévariste.)

Ces expériences ou rapports d'interdépendance avec l'environnement s'accompagnent de certains traits partagés par le groupe ou le collectif dans lequel l'individu s'est engagé (âge, sexe, nationalité, milieu d'origine, etc.). La combinaison des expériences et des caractéristiques partagées peut prendre d'innombrables formes et comporter différentes causes et conséquences d'un engagement militant radical. Nous nous sommes adressés à des jeunes provenant de quartiers populaires : étudiantes et étudiants, lycéennes et lycéens. En effet, même si leurs parcours sont divers, nous retrouvons des récurrences et des espaces de connexion, où leurs vies se sont croisées.

Comme l'explique Muxel (1992), c'est au cours de l'enfance et de l'adolescence que se réalisent les premières acquisitions politiques. En effet, l'individu est sujet, au cours de cette période, à une plus grande vulnérabilité politique qui lui permet de faire un choix sur l'échiquier politique :

Je crois que pour moi c'était plus simple de me rendre compte de tout cela parce que je viens d'une famille qui m'a élevée de cette manière; on peut dire que je suis née avec cette pensée [...]. Par exemple, mon père était toujours là, attentif, il m'emmenait à certains endroits, à campamentos¹², il me faisait voir la réalité des personnes, pas seulement ce qui sortait à la télé ou ce qu'on te montre dans plusieurs endroits, qui montrent un monde de roses, il m'a montré une autre réalité, le côté B de la vie. (Entretien réalisé en novembre 2011 avec Ana, 17 ans, lycéenne habitant à Villa Francia.)

Alors « l'énonciation même d'un choix définit la reconnaissance objectivée et intériorisée par le sujet d'une forme première de compétence et d'une sorte de légitimation initiale de son droit d'expression » (Muxel, 1992, p. 247). C'est à partir de cette légitimation que certains jeunes entreprennent leur activisme. Et c'est au cours de

¹⁰ *Guanaco* est le nom donné au Chili aux canons à eau.

¹¹ Les noms ont été remplacés par des pseudonymes.

¹² *Campamento* est le nom donné aux bidonvilles au Chili. Ils sont nés généralement d'une occupation illégale d'un terrain où se construisent des habitations en matériau léger et qui manquent au moins d'un des services essentiels tels que l'eau, l'électricité ou le traitement des déchets et d'épuration des eaux.

cet activisme qu'ils arrivent à une critique de l'État et défient son autorité, s'éloignant des formes institutionnelles d'engagement. Ils s'organisent de ce fait sous la forme de collectifs, où ils retrouvent une plus grande liberté d'action, revendiquant la radicalité de leurs méthodes.

Et c'est là que je m'y suis mis, et c'est là que j'ai formé mon premier collectif, les premiers défilés, la première fois que j'ai débattu avec quelqu'un de politique, la première fois que j'ai jeté une pierre et que j'ai appris à le justifier, c'est-à-dire ça a été un changement dans mes expériences. (Entretien réalisé en novembre 2011 avec Juan, 19 ans, jeune activiste.)

Dans ces espaces de participation politique non institutionnalisés, les jeunes n'envisagent pas une organisation pour la conquête du pouvoir, comme c'était le cas de partis politiques ou de syndicats étudiants qui monopolisaient les organisations étudiantes et lycéennes. Dans ces structures, les jeunes se centrent plutôt sur des thématiques proches de la quotidienneté et des luttes sectorielles, dont la dimension revendicative s'éloigne des aspects matériels, économiques et productifs au profit des dimensions culturelle, symbolique et identitaire (Montoni, 2015). Ces espaces de résistance constituent des actions de transformation en tant que telles, qui visent, comme l'explique Holloway (2005), à appliquer le pouvoir plutôt qu'à se l'approprier.

Nous pouvons parler chez les jeunes, surtout lycéens, d'un militantisme « à la carte », c'est-à-dire d'une forme d'engagement où chacun s'implique « différemment, usant à sa guise des services et des mobilisations ponctuelles » (Ion, Franguidakis et Viot, 2005, p. 59). Chacun consacre le temps qu'il veut au collectif; on peut y entrer et y sortir librement sans qu'il y ait sentiment de trahison. Nous observons de ce fait que les relations qui unissent les différents membres du collectif sont donc bel et bien de l'ordre des affinités : c'est avant tout un groupe d'amis, voire un « entre-soi » dans le sens anarchiste du groupe d'affinité (Dupuis-Déri, 2003). Les émotions jouent ainsi un rôle important dans l'origine, la permanence et l'évolution de l'expérience des jeunes vers un activisme radical.

2. La construction émotionnelle de l'engagement des jeunes chiliens

En partant du principe que les émotions¹³ ont des *objets* et qu'elles sont motivées par ceux-ci, elles impliquent toujours un jugement ou une évaluation (Nussbaum, 2001) ainsi qu'une forme de traitement de l'information, souvent plus rapide que le fonctionnement de notre conscience. Les émotions ne seraient donc pas irrationnelles; elles peuvent être erronées, car si elles ont des objets elles dépendent de notre compréhension cognitive et de l'évaluation de cet objet. On peut les trouver appropriées ou pas, selon un contexte et des règles culturelles données. Elles peuvent être considérées comme étant plutôt normales ou déviantes, mais elles ne sont pas irrationnelles; elles comprennent un processus évaluatif complexe (Jasper, 2004).

Compte tenu de ce qui précède, et suivant l'hypothèse selon laquelle la dynamique émotionnelle – qui implique l'apparition, le déploiement, la disparition ou la

¹³ Nous définissons les émotions comme des « sentiments moraux » (Cefai, 2007) qui animent l'acteur à agir de façon adaptative dans son environnement.

transformation des émotions – conduit à un activisme de plus en plus risqué chez certains sujets, nous proposons d'aborder les émotions au regard de différents aspects de l'expérience d'engagement des jeunes.¹⁴

2.1 Briser la répression affective et le contrôle social

Elias (1973, 1975) définit le contrôle de la violence – et de ce fait le contrôle social – comme un processus lié à la répression affective et à l'autocontrôle. Selon cette approche théorique, deux éléments agiraient lors du passage vers un activisme à haut risque, ceux-ci correspondant aux changements dans deux émotions centrales du processus de contrôle social : la honte et la peur.¹⁵

La première caractéristique observée lors du passage vers un engagement à risque chez les jeunes de quartiers populaires est la perte de la honte, autrement dit de cette peur intérieure du regard des autres, de cette sorte d'angoisse qui se produit au sein des individus d'une manière automatique et habituelle dans certaines circonstances. Lors des manifestations de 2011, les plus massives au Chili depuis la fin de la dictature, tous les jeudis des mois d'août, septembre, et octobre, les jeunes manifestaient dans la rue. Dans ce contexte, pour les lycéens, la manifestation de rue devient un événement tout à fait normal. Cette nouvelle appropriation de l'espace public ouvre la possibilité de crier contre les autorités, de danser, se déguiser et, progressivement, de voir le passage à l'acte violent comme un répertoire « légitime » dans le champ de la contestation (Crosley, 2003)¹⁶. C'est ce qui ressort du récit suivant :

¹⁴ Nous justifions le fait de parler principalement des émotions et non des affects (terme qui convient davantage au monde anglo-saxon au vu de la polysémie du mot *emotion*) car, comme l'indique Sommier (2015), l'émotion est fondamentalement sociale sous au moins deux aspects : d'une part, dans ses expressions et son acceptabilité sociale, différentes d'une culture à l'autre; d'autre part, dans son ressort de réaction à autrui et d'adaptation du comportement à son égard, à la différence des affects qui restent sur un strict registre individuel. Comme l'explique M. Grawitz (1999): « la tonalité affective est intérieure [...] et se distingue du sentiment qui est inspiré par un objet extérieur » (p. 7).

¹⁵ Ces deux émotions ne sont pas les seules à participer du contrôle social des individus. Dans les travaux de Flam, nous trouvons également les *cementing emotions*, telles que la gratitude et la loyauté. Celles-ci se trouvent au centre de la construction sociale des relations de domination; elles agiraient en légitimant le système de domination (Flam, 2005).

¹⁶ Nous convenons que le passage à l'acte est une intervention spécifique dans le monde extérieur, qui a comme origine des processus d'évaluation et de réflexion spécifiques liés à une adaptation à l'environnement. Le passage à l'acte n'est pas une façon d'exprimer ce que le sujet ne peut pas dire, mais c'est une autre façon de le faire.

Parce qu'en plus, ça [la manifestation] a l'air de quelque chose de tellement normal, si la moitié du Chili est dans le défilé ! L'autre moitié est au travail [...] c'est pour cela, qu'il est tellement massif ce truc, quoi, parce que trop de monde y va, alors personne ne le voit comme quelque chose de bizarre. Je crois même que dans le défilé ne se trouve pas le risque [la répression], il est tellement massif que le risque que quelque chose de grave arrive est faible, j'insiste, ils [la police] sont limités, ils ne peuvent pas trop réprimer [...].

Je crois qu'il y a une justification en termes de défense, je ne sais pas si c'est de la résistance, sinon plutôt la défense, je crois que les gens le voient comme une question de défense, tu vois ? Parce que tu entends la vieille qui va dans le bus, elle justifie la violence parce qu'elle dit que les gamins sont agressés, c'est pour ça qu'elle le justifie, parce que les gamins ont le droit de défiler, alors ceux qui attaquent ne sont pas les gamins [...] c'est-à-dire, la madame le voit comme une question défensive. De toute façon, je crois qu'elle questionne l'attaque à certaines choses, et d'autres simplement ne provoquent ni une opposition ni une défense, par exemple attaquer une banque la femme dit : « qu'est-ce que peut m'importer la banque » tu vois ? « J'en ai rien à foutre de la banque ». (Entretien réalisé en 2011 avec Sonia, 29 ans, activiste à Villa Francia.)

De la même façon, des actions ayant été dans le passé condamnées sont actuellement justifiées en termes de défense face aux violences policières ou traitées avec indifférence lorsqu'il s'agit d'objets profondément délégitimés comme les banques, les supermarchés ou les grands magasins. L'exemple le plus remarquable fut l'incendie du grand magasin *La Polar*, la nuit du 4 août 2011. Cette entreprise, entre 2009 et 2011, avait falsifié des informations concernant les dettes de leurs créanciers. Elle avait ensuite augmenté de manière unilatérale les intérêts des personnes endettées (parmi les Chiliens les plus pauvres) suite à de fausses renégociations. Cette nuit-là, une foule s'en est prise au magasin et y a mis le feu, sans saccage, sans vol. Ils l'ont simplement brûlé.

En effet, lorsque cette contrainte affective se voit altérée par une situation dans laquelle ses actes peuvent échapper à la punition et que l'interaction avec d'autres individus se montre permissive au relâchement de la contrainte, un activisme radical peut devenir acceptable, réduisant ainsi la honte. Cette dernière fait craindre à l'individu la perte de l'amour et de l'estime de ceux à qui il tient, car ceux-ci cherchent à se conformer aux injonctions de ceux dont l'approbation et le soutien émotionnel sont particulièrement importants pour leur vie et leur identité (McAdam, 2005). C'est pourquoi la valorisation (ou simplement l'acceptation) du militantisme dans l'univers familial et affectif, observée lors de ces mobilisations, a toutes les chances de renforcer l'investissement militant du jeune engagé :

Mes parents n'appartiennent à aucun parti politique. Ils sont, je dirais, d'une démocratie virant à gauche, mais ils n'appartiennent pas, ils ne sont militants d'aucun parti. Ils m'ont toujours dit que ce système est mauvais, qu'un jour ou l'autre il faut le changer, et le plus tôt sera le mieux, et que moi j'avais les outils pour lutter parce que moi maintenant je suis jeune. Plus tard, quand je serai vieux, je ne pourrai peut-être pas faire la même chose que maintenant; j'ai tout le temps pour lutter. (Entretien réalisé en novembre 2011 avec Kato, 18 ans, lycéen.)

La deuxième caractéristique observée au sein des jeunes activistes est la diminution de la peur. Cette émotion, à la différence de la honte, est plutôt liée aux contraintes extérieures (peur de la police, de la justice, de la punition). Nous avons identifié au cours des entretiens que son absence était liée à trois facteurs principaux. Le premier facteur est le défaut de connaissance des dangers, surtout par des jeunes qui n'ont pas vécu de processus répressifs extrêmement violents, comme l'illustre l'extrait suivant :

Le gamin ne le voit pas comme une possibilité (le danger) parce qu'il n'a pas souffert la répression de la tentative (de révolution), leurs parents ont déjà perdu dans cette tentative, ils ont essayé et ils ont perdu. C'est ça la vision qu'ils (les parents) ont [...] les gamins non, parce qu'ils n'ont encore rien essayé, pour eux s'il faut perdre, bon ils perdront. (Entretien réalisé en août 2011 à Negra, activiste de Villa Francia.)

Le deuxième facteur est l'héritage non partagé de la peur. Ce sont normalement les parents qui jouent le rôle d'agents de partage de cette peur aux nouvelles générations. Elias (1975) l'explique de la façon suivante : « l'adolescent est absolument incapable d'adopter un code de comportement, si les personnes qui l'entourent ne réveillent pas en lui la peur [...] c'est par la peur qu'on modèle l'âme de l'enfant, de telle manière qu'il sache se comporter, en grandissant, en harmonie avec les normes en vigueur » (p. 312). Le réveil de la peur de la répression chez les jeunes manifestants chiliens a certainement été moins présent du fait que leurs parents sont les enfants des dernières années de la dictature et leurs rapports aux événements historiques les plus cruels proviennent des souvenirs de leurs ascendants. Comme l'exprime l'une des personnes interrogées, c'est un rapport mémoriel et non direct à la peur :

Je pense que d'une certaine façon il y a eu une rénovation, je crois que même nos générations venaient encore avec l'arrière-pensée de la dictature [...] il y a eu la peur. Mais ces gamins, notre même génération ne les a pas élevés comme ça. Ils sont différents, ils n'ont pas la peur; leurs parents n'ont pas un frère ou un ami disparu, tu vois? Ils sont ailleurs, je crois qu'ils se sont même un peu purifiés de toute cette merde. (Entretien réalisé en janvier 2012 à Miguel, militant de Villa Francia.)

Non, non depuis que je suis petite j'ai appris à ne pas avoir peur de ce type de choses (répression de la police). Depuis que je suis petite que j'ai appris à ne pas avoir peur d'eux (la police) parce que mon vieux m'a élevé avec cette mentalité, il a commencé à tout m'apprendre, je n'ai jamais eu peur de cette façon et jamais jusqu'à aujourd'hui. (Entretien réalisé en novembre 2011 à Ana, 17 ans, lycéenne habitant à Villa Francia)..

Un troisième facteur qui illustre la diminution de la peur se retrouve dans une analyse rationnelle des situations lorsque la peur symbolique disparaît. C'est le cas, en particulier, dans des situations à risque où les jeunes sont conscients d'être plus nombreux, protégés par l'anonymat, ou par l'impossibilité d'une incarcération lorsqu'il s'agit de mineurs.

L'observation d'une action directe à la sortie d'un lycée occupé à Villa Francia en août 2011 témoigne de ces changements. L'approche de la police pour éteindre les barricades allumées par les jeunes très tôt le matin devient pour eux l'excuse pour un affrontement direct. La police devient une cible, comme pourraient l'être un panneau publicitaire ou des vitrines de banques. Ainsi, lorsque la police surgit dans un véhicule non blindé, la réaction immédiate des lycéennes et lycéens, toutes et tous cagoulés, est celle de partir derrière la voiture de police en jetant des cailloux. Les jeunes parviennent à détruire complètement les fenêtres du véhicule et à faire fuir la police. Par la suite, ils occupent la rue et rallument les barricades pendant toute la matinée.

Nous pouvons donc affirmer que la peur et la honte, en tant qu'émotions du contrôle social, participent à ce processus, chacune à différents degrés et à divers moments et circonstances. Dans la situation du Chili, elles sont maîtrisées, rationalisées ou même méconnues. Cela permet d'observer, dans un premier temps, un changement dans la manière de protester qui s'accompagne de plus en plus d'un passage à l'acte violent. D'autres émotions se greffent à la peur et à la honte, que nous identifions comme étant les émotions d'un engagement.

2.2 Les émotions dans et pour l'engagement

Depuis les années 2000, les émotions dans les mouvements sociaux ont surtout été analysées au sein de processus militants. Elles peuvent se présenter sous la forme d'un « travail émotionnel », comme l'analyse Gould dans le cas de *l'Act Up* (2002), qui explique le maintien d'un engagement militant. Elles peuvent également se manifester, comme le montre Jasper (1998), par des typologies émotionnelles retrouvées dans diverses formes d'engagement militant. C'est cette dernière approche, plus conforme à la notion de dynamique, qui guide notre étude, plutôt que celle de « travail

émotionnel », plus instrumentale. Elle nous fournit les premières pistes pour notre analyse.

Nous identifions au sein des jeunes interviewés, en amont de l'engagement pour leur cause, des « chocs moraux ». Ceux-ci surviennent lorsqu'un événement inattendu ou une information éveille l'indignation chez une personne en l'entraînant vers une action politique. Au cours de nos entretiens, nous avons repéré deux types de chocs moraux liés à l'origine des jeunes engagés, c'est-à-dire les chocs vécus par des étudiants et des lycéens participant au mouvement étudiant et d'autres vécus par de jeunes habitants de Villa Francia. Pour les premiers, l'événement déclencheur dans leur récit est souvent un fait récent et lié à une expérience de violence politique qui réveille en eux camaraderie ou rage :

Le 3 et 4¹⁷, pendant la grève nationale, cela m'a fait sentir que c'était bien ce que l'on faisait, que ce n'était pas seulement nous, il y avait plus de 50 barricades, tu vois ? Et toutes avec son pamphlet, on générât une conscience, quoi ! (Entretien réalisé en août 2011 avec Manuel, activiste du lycée Amunategui.)

Pour les jeunes de Villa Francia, au contraire, les événements déclencheurs sont souvent des souvenirs d'enfance, avec un récit moins précis, mais dont la dimension émotionnelle est beaucoup plus développée :

Il y a eu une occasion en particulier que je n'ai pas pu oublier, j'avais, attends quand j'étais en primaire, j'étudiais ici à côté, très proche de Quinta Normal (Commune du secteur ouest de Santiago), et j'avais des camarades de l'école qui habitaient où se trouve aujourd'hui la route qu'ils ont faite à General Velasquez. Là-bas il y avait avant un campamento et j'avais quatre camarades qui habitaient là-bas; ils étaient des cousins entre eux. Et bon, il est arrivé le moment, je ne m'en suis même pas rendu compte, quand ils ont été chassés pour construire cette autoroute. Alors j'avais beaucoup d'amis qui vivaient dans ce type de circonstances et cette situation si l'on peut dire de violation étaient quotidienne à ce moment-là. Donc je crois que cela a été un thème qui m'a marqué. (Entretien réalisé en août 2011 avec Negra, activiste de Villa Francia.)

Outre les émotions, le processus d'encadrement est le deuxième aspect faisant partie intégrante du processus d'engagement. La psychosociologue Andrews (1991), qui a collecté et analysé la biographie de militants socialistes britanniques ayant commencé à militer dans les années 1930 et ne s'étant jamais interrompus jusqu'aux années 1980, identifie trois influences majeures dans la formation de leur conscience politique. Nous avons également observé ces mêmes influences dans notre enquête, soit : la présence de stimuli intellectuels (ouvrages, films, éducation informelle), le rôle d'organisations bénéficiant d'une grande visibilité (organisations de jeunesse, syndicats, etc.) et celui

¹⁷ Les journées du 3 et du 4 août 2011 a eu lieu la première grève nationale pour l'éducation. Pour la journée du 4, deux défilés étaient prévus, les deux activités ont été pourtant interdites. Néanmoins, les lycéens sont arrivés ce matin-là à l'endroit convenu. Ils ont rapidement été contenus par la police. Les lycéens se sont dispersés dans différents points de la ville où ils ont commencé à monter des barricades et à s'affronter violemment avec la police.

joué par des individus identifiables. Deux éléments ressortant de ce cadre d'analyse, que Fillieule (2012) qualifie de façonnage organisationnel, sont étroitement liés aux dynamiques émotionnelles : le processus de formation et l'existence d'un tuteur.

En ce qui a trait au processus de formation, nous pouvons repérer, au cours des formations, une série de « dispositifs de sensibilisation¹⁸ » tels que des séminaires d'études politiques, la distribution de tracts politiques, de documentation, la réalisation d'activités de propagande, avant et pendant les manifestations, et la réalisation d'activités diverses telles que les *batucadas*¹⁹, les peintures murales ou les activités sportives. Ces activités servent à former et à recruter de nouveaux militants et sont normalement coordonnées par les jeunes que nous dénommons « tuteurs ». Le deuxième élément observé est donc l'existence d'un tuteur qui permet l'intégration des nouveaux activistes et qui supervise leur formation. À Villa Francia, ce rôle est rempli par des activistes plus âgés qui sont également les plus engagés et idéologisés (marxistes). Ce rôle est ensuite délégué, en fonction de l'ancienneté, aux participants plus jeunes. Ces éléments montrent une « carrière » progressive et dépendante d'un effet d'entraînement produit par le contexte politique et social et par l'investissement affectif de l'acteur dans son rôle. En effet, l'existence d'un lien positif et interpersonnel avec un ou plusieurs membres du groupe peut agir en tant que canal d'information. Ce lien accroît la crédibilité des appels (à la militance) et intensifie la pression pour les rendre acceptables tout comme les pratiques qui y correspondent. Il n'est pas surprenant, dans ces conditions, que « la conversion soit improbable en l'absence de liens affectifs » (Snow et Machalek, 1984, p. 183).

Dans le cas des lycées occupés, la dynamique est différente. Même si les lycéens originaires de quartiers populaires politisés commandent les actions de formation, la logique d'organisation à l'intérieur des occupations est plus horizontale et possède une orientation qui s'inspire de la mouvance autonomiste et antiautoritaire (Montoni, 2015). Même si la « lutte de classe » reste une référence importante dans le discours des jeunes, le marxisme qui avait guidé les actions des étudiants dans les années 1980 et 1990 – avec sa verticalité et ses contraintes – fait place à un autonomisme et à un antiautoritarisme qui s'adaptent mieux aux logiques de collectifs, de porte-paroles et de démocratie directe que les lycéens appliquent dans les occupations et qui guident leur engagement (Montoni, 2017; Ancelovici, Dufour et Nez, 2016).

Un troisième aspect émotionnel qui fait tendre les jeunes vers des actions de plus en plus risquées est constitué par les mécanismes culturels d'apprentissage et de valorisation de comportements agressifs. « Une culture peut effectivement produire des gens hautement agressifs tout en maintenant un faible niveau de frustration, en valorisant les performances agressives, en fournissant des modèles de réussite de type agressif, en assurant à ceux qui recourent à des actions agressives des gratifications ou des récompenses » (Bandura, 1973, p. 59). De ce point de vue, Villa Francia, avec ses nombreux « martyrs » du régime autoritaire et ses activités de commémoration, devient un terrain propice à la valorisation des actions radicales. En effet, lors de chaque activité

¹⁸ Traïni (2010) définit les dispositifs de sensibilisation comme l'ensemble des supports matériels, des agencements d'objets et des mises en scène que les militants déploient afin de susciter des réactions affectives qui prédisposent ceux qui les éprouvent à s'engager ou à soutenir la cause défendue.

¹⁹ Percussions brésiliennes.

de commémoration, toute la communauté s'organise pour clôturer la fin de la journée par des actions de violence politique planifiée, qui rendent compte également de la conflictualité qui construit l'identité des jeunes issus de milieux populaires.

Dans le cas des lycées occupés, ils peuvent prendre la forme, les jours de grève, de véritables tranchées, où le lycéen le plus audacieux, celui qui parvient à toucher la voiture de police avec un cocktail Molotov ou qui intercepte une bombe lacrymogène pour la renvoyer à la police, est acclamé par ses camarades. Ainsi, toutes ces actions qui, avant les mobilisations pouvaient être condamnées, sont acceptées et même renforcées. Ces mécanismes culturels nous rappellent que les émotions ne peuvent pas être sérieusement étudiées sans prendre en compte l'ordre moral de chaque endroit où elles se sont produites (Harre, 1986).

Les aspects communs que nous avons signalés se résument à la construction d'une identité collective particulière. Celle-ci peut également être vue comme une émotion, un affect positif envers d'autres membres du groupe. Ainsi, des émotions collectives, voire des émotions réciproques ou affects, liés à l'amitié, l'amour, la solidarité et la loyauté à l'intérieur d'un groupe créent une « économie libidinale d'un mouvement » (Goodwin, 1997) dans laquelle se manifestent les plaisirs de la contestation qui permettent son prolongement.

Les émotions au sein du mouvement social seraient donc l'un des déclencheurs des actions collectives, étant elles-mêmes un produit des rituels internes qui rappellent aux participants leurs engagements moraux premiers, suscitant de fortes émotions et renforçant un sens de la solidarité avec le groupe (Jasper, 1998).

Conclusion

Nous avons démontré, dans ce qui précède, comment l'engagement militant et la dynamique émotionnelle qui l'accompagne sont le résultat d'un processus d'adaptation, c'est-à-dire une réponse réfléchie à une perception subjective du monde. Il est donc possible d'appréhender des émotions compatibles avec des raisonnements explicites et d'en conclure qu'une croyance – un jugement, au sens strict – est nécessaire à l'existence d'une émotion.

Nous avons également montré comment une part importante de tout mouvement social, dans ses différentes étapes, est représentée par les dimensions affectives et émotionnelles, et comment la diminution de la peur et de la pudeur est liée à des changements structurels à l'intérieur de la société. Nous avons vu comment certaines émotions peuvent contribuer à expliquer pourquoi des individus participent à certains événements ou rejoignent certains groupes. Nous pouvons dire, en effet, que les émotions sont présentes dans chacune des étapes de l'émergence d'un activisme radical, c'est-à-dire dans sa construction sociohistorique, événementielle et individuelle.

L'analyse de l'expérience chilienne montre effectivement des formes d'engagement diverses selon le lieu où elles naissent, se déploient et se transforment. Nous avons identifié, d'une part, un activisme radical issu de groupes communautaires, lesquels, par le biais d'un travail émotionnel, incitent dès l'enfance à un activisme radical. D'autre part, nous observons que ce sont souvent les jeunes originaires de ces communautés

qui, à l'intérieur des lycées occupés, comme c'était le cas durant les mobilisations de 2011, encouragent l'emprunt d'une autre voie d'engagement. Celle-ci, plus spontanée, s'amorce par un événement contestataire ponctuel, mais, dans certains cas, conduit à la militance à long terme.

Certes, les événements qui composent chaque dynamique émotionnelle peuvent être différents. Cependant, les éléments émotionnels se répètent. Nous nous sommes uniquement attardés à ceux que nous avons pu identifier dans les récits de vie et les observations de terrain. Ces exemples ne constituent qu'un échantillon d'un grand éventail d'aspects émotionnels qui influencent l'engagement à risque chez les jeunes issus de milieux populaires.

Bibliographie

- Aguilera Ruiz, O. (2012). Repertorios y ciclos de movilización juvenil en Chile (2000-2012), *Utopía*
- Ancelevici, M., P. Dufour et H. Nez (dir.) (2016), *Street Politics in the Age of Austerity. From the Indignados to Occupy*. Amsterdam: Amsterdam University Press.
- Andrews, M. (1991), *Lifetimes of Commitment: Ageing, Politics, Psychology*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Bandura, A. (1973), *Agression. A social learning analysis*. Englewood Cliffs: Prentice Hall.
- Baño, R. (2004). Los sectores populares y la política: Una reflexión socio-histórica, *Revista Política*, 43, Santiago, 35-55.
- Becker, H. S. (1985) [1963], *Outsiders: études de sociologie de la déviance*. Paris : Édition A. M Métailié.
- Cefaï D. (2007), *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La découverte MAUSS
- Collins, R. (2005), *Interaction Ritual Chains*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Collovald, A. et B. Gaiti (dir.) (2006). Chapitre I. Questions sur la radicalisation politique. In *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique* (p. 19-45). Paris : La Dispute.
- Crosley, N. (2003). From Reproduction to Transformation. Social Movement Fields and the Radical Habitus, *Theory, Culture & Society*, 20 (6).
- Dupuis-Déri, F. (2003). Manifestations altermondialisation et "groupes d'affinité". Anarchisme et psychologie des foules rationnelles, Colloque *Les mobilisations altermondialistes*, GERMM.
- Elias, N. (1973), *La civilisation de mœurs*. Paris : Calmann-Levy.
- Elias, N. (1975), *La dynamique de l'occident*. Paris : Calmann-Levy.
- Fassin, D. (2011), *La Force de l'ordre. Une anthropologie de la police des quartiers*. Paris : Seuil
- Fillieule, O. (2001). Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel, *Revue française de science politique*, 51 (1-2), 199-217.
- Fillieule, O. (2012). Le désengagement d'organisations radicales. Approche par les processus et les configurations, *Lien social et Politiques*, 68, 37-59.
- Flam, H. (2005). Emotions' map. A research agenda. In H. Flam and D. King (ed.), *Emotions and Social Movements*. New York: Routledge.

- Giugni, M. (1998). The other side of the coin: explaining cross-national similarities between social movements, *Mobilization*, 3, 89-105.
- Goodwin, J. (1997). The Libidinal Constitution of a High-Risk Social Movement: Affectual Ties and Solidarity in the Huk Rebellion, 1946 to 1954, *American Sociological Review*, 1997, 53-69
- Gould, D. (2002). Life During Wartime: Emotions and the Development of Act Up, *Mobilization: An International Journal*, 7 (2), 177-200.
- Grawitz, M. (1999), *Lexique des sciences sociales*. Paris : Dalloz.
- Han, C. (2012), *Life in Debt. Times of Care and Violence in Neoliberal Chile*. Berkeley: University of California Press.
- Harre, R. (1986). An Outline of the social constructionist viewpoint. In R. Harré (ed.), *The Social Construction of Emotions* (p. 2-14). Oxford: Basil Blackwell.
- Holloway, J. (2005), Peut-on changer le monde sans prendre le pouvoir ? (Can We Change The World Without Taking Power ?). Traduction par Blackjack sur le site *l'En Dehors*.
- Ion, J., S. Franguidakis et P. Viot. (2005), *Militer aujourd'hui*. CEVIPOF, Paris : Autrement.
- Jasper, J. (1998). The Emotions of Protest: Affective and Reactive Emotions In and Around Social Movements, *Sociological Forum*, 13 (3), 397-424.
- Jasper, J. (2004). Emotional Dimensions of Social Movements. In D. A. Snow, S. A. Soule and H. Kriesi (eds), *The Blackwell Companion to Social Movements*. Oxford: Blackwell.
- Mathieu, L. (2004). Des mouvements sociaux à la politique contestataire : les voies tâtonnantes d'un renouvellement de perspective, *Revue française de sociologie*, 45 (3), 561-580.
- McAdam, D. (1986). Recruitment to High Risk Activism: The Case of Freedom Summer, *American Journal of Sociology*, 92, 64-90.
- McAdam, D. (2005). Pour dépasser l'analyse structurale de l'engagement militant. In O. Fillieule (ed.), *Le désengagement militant* (p. 49-73). Paris : Belin (Sociologiquement).
- McAdam, D., S. Tarrow et C. Tilly. (2001), *Dynamics of Contention*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Medel Sierralta, R. et N. Somma González (2016). ¿Marchas, ocupaciones o barricadas? Explorando los determinantes de las tácticas de la protesta en Chile, *Política y gobierno*, XXIII (1), semestre 1, 163-169.
- Montoni, A. (2015). La renaissance de la pensée libertaire au sein de la jeunesse chilienne, *Dissidences, Anarchismes, nouvelles approches, nouveaux débats*, 14, Le Bord de l'eau, 119-134.
- Montoni, A. (2017). Contester dans l'espace éducatif : l'expérience de l'occupation des lycées par le mouvement étudiant chilien, *Éducation et Sociétés*, 39, 19-34.
- Muxel, A. (1992). L'âge des choix politiques. Une enquête longitudinale auprès des 18-25 ans, *Revue française de sociologie*, 33 (2), 233-263.
- Nussbaum, M. (2001), *Upheavals of Thought: The Intelligence of Emotions*. New Cork: Cambridge University Press.
- Ogien, A. et S. Laugier (2014), *Le principe démocratie : enquête sur les nouvelles formes du politique*. Paris : La découverte.
- Olabarria, J., C. Benavente et P. Mellado (1998). Los jóvenes de sectores populares: nuevas preguntas de investigación, *Chile 97, Análisis y opiniones*, FLACSO – Chile.

- Pechu, C. (2006). Entre résistance et contestation. La genèse du squat comme mode d'action, *Travaux de science politique de l'Université de Lausanne*, 24.
- Rifo, M. (2013). Movimiento estudiantil, sistema educativo y crisis política actual en Chile, *Polis*, 36, 223-240.
- Ruiz Encina C. (2013), *Conflicto social en el neoliberalismo avanzado: análisis de clase de la revuelta estudiantil en Chile*. - 1a ed. - Ciudad Autónoma de Buenos Aires: CLACSO
- Sarrasin, R., A. Kruzynski, S. Jeppesen et E. Breton (2012). Radicaliser l'action collective : portrait de l'option libertaire au Québec, *Lien social et Politiques*, 68, 141-166.
- Siméant, J. (2010). Chapitre 6. La transnationalisation de l'action collective. In É. Agrikoliansky et al., *Penser les mouvements sociaux* (p. 121-144). La Découverte « Recherches ».
- Snow, D. et R. Machalek. (1984). The Sociology of Conversion, *Annual Review of Sociology*, 10, 167-190.
- Solomon, J. (2010). La financiarisation de la connaissance, *Multitudes*, 41, 99-106.
- Sommier, I. (2015). Sentiments, affects et émotions dans l'engagement à haut risque, *Terrains/Théories 2* [En ligne], URL : <http://teth.revues.org/236>
- Tilly, C. (1984). Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne, *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, 4, 89-108.
- Touraine, A. (1997). Juventud y democracia en Chile, *Última Década*, 8, CIDPA, 1-9.
- Traïni, C. (2010). Des sentiments aux émotions (et vice-versa). Comment devient-on militant de la cause animale ?, *Revue française de science politique*, 60, 335-358.
- Urzúa Martínez, S. (2015). ¿Cómo marchan los jóvenes en el Chile de postdictadura? Algunas notas acerca de la apropiación del espacio público y el uso político del cuerpo, *Última Década*, 23 (42), juin, 39-64.